

Les crédits

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, franchement, c'est difficile pour moi de participer à ce débat, parce que nous discutons d'une question très délicate. Je pense qu'il n'y a pas un parti à la Chambre des communes ou n'importe où au Canada, ni même dans aucune assemblée législative, qui n'ait pas quelque difficulté avec la question de la confiance.

• (1750)

J'ai été membre d'un gouvernement qui a eu sa part de scandales, mais ce n'était rien comparé à ce que nous avons connu depuis quelques années. Aujourd'hui, il s'est établi un tel niveau de méfiance à l'endroit de notre régime que nous devons en parler.

J'ai lu un article de Sissela Bok, professeur d'éthique à la *John F. Kennedy School of Government* de l'université Harvard. Elle affirme ceci: «Les fonctionnaires publics et les candidats aux charges publiques sont particulièrement responsables des dommages.» Elle parlait des dommages causés par la méfiance des citoyens.

Son essai porte sur l'école du scandale d'aujourd'hui. Elle commente le fait que beaucoup de gens affirment — en affaires, au gouvernement et dans tous les milieux — qu'ils en profiteraient s'ils avaient une occasion de tricher. Des études montrent que, de nos jours, tous les élèves du secondaire affirment avoir cette tendance — dans une proportion des deux tiers, selon une étude menée chez les étudiants de cette université.

Ce problème ne se constate pas seulement au gouvernement, c'est un problème qui touche toute la société. M^{me} Bok affirme: «Dans une démocratie, il ne suffit pas que les citoyens réagissent en exprimant leur méfiance envers le gouvernement et la presse. En dénigrant tous les politiciens, catégoriquement et souvent de façon irréfutable, ils ne font qu'accroître le problème. En s'abstenant de participer sérieusement au processus politique, ils lui portent atteinte.»

C'est de cela que je veux parler durant le temps dont je dispose. À mon avis, un de nos problèmes touchant la confiance vient du fait qu'il y a trop de Canadiens aujourd'hui qui ne participent pas au processus.

Je parle au nom des députés de tous les côtés de cette Chambre. Lorsque j'ai travaillé sur la colline de 1980 à 1984, j'ai vu les députés débattre à la Chambre jusqu'à 22 heures.

Depuis mon élection à la Chambre en 1988, je vois des députés de tous les côtés de la Chambre travailler sans compter pour le bien de leurs électeurs. Je pourrais vous citer des centaines d'exemples pour montrer que les députés s'efforcent de faire avancer les choses dans les réunions populaires et ailleurs, mais la population ne suit pas. Les gens ne secondent pas leurs députés. Nous ne pouvons faire de grandes choses que dans la mesure où nous avons de bons rapports avec les gens de notre milieu.

Cela vaut pour la population. Cela vaut aussi pour les médias, qui ont quelque chose à voir avec la méfiance dont tout politique souffre. C'est souvent les relations entre les médias et le monde politique qui suscitent un sentiment de méfiance dans la population, sentiment qui est en réalité beaucoup plus profond qu'il ne semble.

Telle est la situation, mais nous pouvons y remédier en nous attaquant au fond du problème. En gros, il s'agit d'amener les gens à se mêler de la chose publique.

Je n'entends pas par là que les gens doivent tous adhérer au Parti libéral. Qu'ils s'inscrivent à n'importe quel parti. L'important, c'est qu'ils se mêlent de la chose publique. C'est ça qui m'agace.

Il y a des gens qui critiquent constamment les politiques, qui les tiennent responsables de tous leurs malheurs. Ils doivent se rendre compte qu'ils y sont aussi pour quelque chose, qu'ils font partie intégrante du processus. Nous ne sommes que les représentants, les témoins de nos électeurs à la Chambre des communes et nous avons besoin de leur participation et de leur soutien. Je crois que le peuple canadien devrait jouer un rôle plus actif.

Je connais des centaines de gens d'affaires à Toronto, en fait pas seulement des gens d'affaires mais aussi de simples citoyens qui ont les moyens et le temps de s'engager dans le débat des affaires gouvernementales. Or, que font ces gens, monsieur le Président? Leur seule participation se limite à faire des dons. Parce qu'ils font un don, envoient un chèque à leur député ou participent à une réception, ils croient qu'ils s'intéressent à la politique.

Je ne crois pas que ce soit suffisant. Il faudrait faire en sorte que les Canadiens de tous âges interviennent, et je fais tout particulièrement appel aux enseignants, aux éducateurs. Je sais d'ailleurs que beaucoup d'entre eux interviennent dans le processus car on voit tous les jours des élèves et leurs maîtres sur la colline du Parlement. Mais il y en a probablement des dizaines de milliers d'autres qui n'ont jamais songé à envoyer leurs élèves visiter le Parlement ou une assemblée législative. La